

Compte(s) à rebours par Philippe Maystadt/

Ministre d'Etat et membre de l'Académie royale
de Belgique

FORMATION ET EMPLOI : UN LIEN VITAL

Il y a quelques jours, le JT de la RTBF a consacré une séquence à Creaceed, une PME montoise qui développe et commercialise des applications destinées aux utilisateurs des plates-formes Mac et iOS. Creaceed a été la première entreprise belge présente sur l'App Store, avec de nombreux succès à la clé. En regardant et en écoutant ces jeunes passionnés, je me disais : « Voilà le genre de jeunes qualifiés et entreprenants dont nous avons besoin en plus grand nombre. » Parmi ceux-ci, une jeune femme, preuve vivante que les filles peuvent être aussi bonnes que les garçons dans les disciplines scientifiques.

La problématique de la formation de la population active est centrale en Belgique comme dans tous les pays « à la frontière technologique », surtout au moment où les nouveaux concurrents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil développent rapidement des systèmes éducatifs de qualité. A notre époque, les nouveaux emplois demandent le plus souvent des compétences plus élevées. Comme le démontre un livre récent : « Les ressources humaines bien formées et mobiles dans tous les sens du terme contribuent non seulement à augmenter la productivité du travail mais aussi à stimuler l'innovation qui apparaît comme la source majeure de compétitivité et de croissance d'un pays, surtout lorsqu'il a atteint un certain niveau de développement. » (1). D'où la demande d'un plus grand nombre de travailleurs, notamment féminins, formés dans les disciplines scientifiques et techniques et capables de contribuer au processus d'innovation.

Selon la BNB (2), les professions ne demandant qu'une faible qualification ne représentent plus que 10 % de l'emploi total dans notre pays. La part des métiers de haute qualification (enseignement supérieur) atteint déjà 45 % des effectifs et augmente rapidement. La proportion des emplois de moyenne qualification (enseignement secondaire) représente encore 45 % mais est en déclin structurel. Or, cette structure de l'emploi par niveau de qualification requis ne coïncide pas du tout avec les caractéristiques des demandeurs d'emploi (les trois quarts sont faiblement ou moyennement qualifiés) ni même avec celles des jeunes qui arrivent sur le marché

du travail. Pire, dans la Fédération Wallonie-Bruxelles, le taux d'accès à l'enseignement supérieur (part de la population accédant à l'enseignement supérieur dans une classe d'âge donnée) qui continue à croître dans pratiquement tous les autres pays de l'OCDE n'a plus augmenté chez nous depuis l'an 2000 (3).

Vu cette déficience de la formation initiale, la formation continue devrait jouer un rôle encore plus important pour tenter de rapprocher compétences demandées et compétences disponibles. Or, l'accès à la formation continue reste lui aussi trop limité. En 2013, seulement 6,7 % de la population âgée de 25 à 64 ans a suivi une formation. C'est près de 4 points de pourcentage de moins que la moyenne européenne (4).

La Fédération Wallonie-Bruxelles est en train de perdre la bataille des compétences dans un monde où la révolution technologique a fait du capital humain la source majeure de croissance et d'emploi. D'où le caractère crucial – je devrais dire « vital » – de la négociation d'un « Pacte pour un enseignement d'excellence ».

(1) *Croissance zéro*, par Patrick Artus et Marie-Paule Virard : Fayard, 2015, p. 94.

(2) Banque Nationale de Belgique : Rapport 2014, pp. 190 et 191.

(3) Jean-Paul Lambert : « Accès à l'enseignement supérieur : un enjeu politique et économique majeur », *La Revue Nouvelle*, décembre 2013, pp. 77 et ss.

(4) Banque Nationale de Belgique : Rapport 2014.